

OGEC ECCOLY

Association

21, rue du Camas
13005 MARSEILLE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024



Commissaire aux comptes

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée lors de l'assemblée générale du 31 janvier 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC ECCOLY relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

1. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Le règlement ANC 2018-06, applicable aux OGEC depuis le 1^{er} janvier 2020 introduit de nouvelles informations à communiquer dans l'annexe comptable. Nous avons vérifié la correcte application du règlement comptable ANC 2018-06. Nous nous sommes également assurés de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

3. Vérification du rapport financier adressé aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le trésorier.

4. Responsabilités des dirigeants de l'association

Il appartient aux dirigeants, membres du conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux membres du conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association de poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Annexe 1

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le bureau, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le bureau de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du comité d'entreprise à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille, le 9 décembre 2024

Cabinet BBR AUDIT



Jean-Luc BERTHON

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2024 12			Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	6 223	5 454	769	1 670	901-	53. 95-
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	12 859	12 859				
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	12 630 565	10 624 762	2 005 803	2 207 448	201 645-	9. 13-
	Installations techniques, matériel et outillage	2 640 256	2 051 831	588 425	531 818	56 607	10. 64
	Autres immobilisations corporelles	331 399	282 884	48 516	53 986	5 470-	10. 13-
	Immobilisations en cours	18 809		18 809	21 231	2 422-	11. 41-
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	1 556 520		1 556 520	1 556 520		
	Prêts	131 405		131 405	127 425	3 980	3. 12
	Autres immobilisations financières	500 240		500 240	240	500 000	NS
	Total II	17 828 276	12 977 789	4 850 486	4 500 337	350 149	7. 78
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes	32 971		32 971	47 375	14 404-	30. 40-
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	77 825	45 068	32 756	25 417	7 339	28. 88
	Autres créances	260 913		260 913	275 383	14 471-	5. 25-
	Capital souscrit - appelé, non versé						
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	8 224 434		8 224 434	7 724 766	499 668	6. 47
	Charges constatées d'avance (3)	235 569		235 569	214 755	20 814	9. 69
	Total III	8 831 712	45 068	8 786 644	8 287 696	498 947	6. 02
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	26 659 988	13 022 858	13 637 130	12 788 034	849 096	6. 64

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2024 12	Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	336 569	336 569		
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	794 065	794 065		
	Report à nouveau	9 763 212	8 666 125	1 097 087	12. 66
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	894 274	1 097 087	202 813-	18. 49-
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement	462 334	464 903	2 569-	0. 55-
	Provisions réglementées				
	Total I	12 250 454	11 358 749	891 705	7. 85
PROVISIONS	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
DETTE FINANCIERE	Provisions pour risques	106 863		106 863	
	Provisions pour charges	11 908	98 185	86 277-	87. 87-
	Total III	118 771	98 185	20 586	20. 97
DETTE D'EXPLOITATION	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	133 002	249 858	116 856-	46. 77-
	Concours bancaires courants				
	Emprunts et dettes financières diverses	12 105	1 425	10 680	749. 44
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	306 194	287 566	18 628	6. 48
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	434 838	443 063	8 225-	1. 86-
	Dettes fiscales et sociales	335 353	215 529	119 824	55. 60
COMPTES DE REGULARISATION	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	39 779	125 377	85 598-	68. 27-
	Produits constatés d'avance (1)	6 634	8 282	1 649-	19. 90-
	Total IV	1 267 905	1 331 100	63 195-	4. 75-
TOTAL GENERAL	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	13 637 130	12 788 034	849 096	6. 64

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an 1 034 072 1 332 000

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2024 12			Exercice N-1 31/08/2023 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises	46 541		46 541	49 024		2 483-	5. 06-
Production vendue de biens							
Production vendue de services	4 959 174		4 959 174	4 652 956		306 217	6. 58
Chiffre d'affaires NET	5 005 715		5 005 715	4 701 980		303 734	6. 46
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			72 344	87 292		14 948-	17. 12-
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			50 551	47 418		3 134	6. 61
Autres produits			2 969 362	2 907 781		61 581	2. 12
Total des Produits d'exploitation (I)			8 097 972	7 744 471		353 501	4. 56
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			45 919	47 154		1 235-	2. 62-
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			3 537 016	3 049 970		487 045	15. 97
Impôts, taxes et versements assimilés			287 864	279 860		8 004	2. 86
Salaires et traitements			2 324 427	2 148 836		175 591	8. 17
Charges sociales			799 408	695 909		103 500	14. 87
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			546 000	624 730		78 730-	12. 60-
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			45 068	41 514		3 554	8. 56
Dotations aux provisions			4 892-	5 800		10 692-	184. 34-
Autres charges			20 098	10 445		9 654	92. 43
Total des Charges d'exploitation (II)			7 600 908	6 904 217		696 691	10. 09
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			497 064	840 254		343 190-	40. 84-
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2024 12	Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	412 549	118 234	294 315	248. 93
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	412 549	118 234	294 315	248. 93
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	494	1 012	518-	51. 17-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	494	1 012	518-	51. 17-
2. Résultat financier (V-VI)	412 055	117 222	294 832	251. 52
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	909 119	957 476	48 357-	5. 05-
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 090-	14 327	37 418-	261. 16-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	90 587	83 579	7 007	8. 38
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	75 585	88 026	12 441-	14. 13-
Total VII	143 081	185 933	42 852-	23. 05-
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 193-	11 036	24 229-	219. 55-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 354		1 354	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	106 863	16 800	90 063	536. 09
Total VIII	95 024	27 836	67 188	241. 37
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	48 058	158 097	110 039-	69. 60-
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	62 902	18 485	44 417	240. 28
Total des produits (I+III+V+VII)	8 653 602	8 048 638	604 964	7. 52
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	7 759 328	6 951 551	807 777	11. 62
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	894 274	1 097 087	202 813-	18. 49-
	19 510	19 817		

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées



SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES D'UN OGEC

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subvention d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Ventilation du chiffre d'affaires
- 4) Effectif employé pendant l'exercice
- 5) Rémunération des dirigeants
- 6) Honoraires des commissaires aux comptes
- 7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 8) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS





- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABEAU V	Tableau des valeurs mobilières de placement
TABEAU VI	Tableau de variation des fonds propres
TABEAU VII	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABEAU VIII	Tableau des mouvements des provisions
TABEAU IX	Tableau des mouvements des fonds dédiés
TABEAU X	Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail
TABEAU XI	Tableau de détail des concours publics et subventions





PRECISIONS SUR LES RUBRIQUES DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

L'Association OGEC LE RESEAU ECCOLY est inscrite au répertoire SIREN sous le n° 443391297 00019 ; son siège social est situé 21 rue du Camas – 13005 MARSEILLE.

Elle a été créée en 2000 et regroupe à ce jour 8 établissements catholiques d'enseignement scolaire privés sous contrat avec l'Etat qui unissent leurs moyens et leurs ressources pédagogiques et éducatives. Ces établissements sont établis sur 5 sites différents :

- Ecole, Collège, Lycée Saint Charles Camas situés 21 rue du Camas – 13005 Marseille
- Lycée Saint Michel situé 75 rue Saint Sournin – 13005 Marseille
- Ecole et Collège Sainte Marie Blanche, situés au 159 boulevard de la Blanche – 13004 Marseille
- Ecole Saint Barnabé, située au 2 rue Léon Meisner – 13012 Marseille
- Lycée l'Olivier-Robert Coffy, 14 Rue Robert Coffy – 13012 Marseille

Objet social :

L'organisme de gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets des établissements, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, y compris la formation en apprentissage et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.





Nature et du périmètre des activités réalisées :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : <ul style="list-style-type: none">• 3 écoles maternelles et élémentaires (représentant 33 classes et 853 élèves) Enseignement secondaire : <ul style="list-style-type: none">• 2 collèges (représentant 28 classes et 828 élèves),• 2 lycées généraux (représentant 20 classes et 597 élèves),• 1 lycée professionnel (représentant 11 classes et 191 élèves)	Restauration scolaire Garderie

Moyens mis en œuvre :

- **Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat** : 167 professeurs
- **Personnel salarié OGE** : 115 salariés qui correspondent à 75.47 ETP (équivalent temps plein)
- **Locaux scolaires :**
 - Ecole-Collège-Lycée Saint Charles Camas, situé au 21 rue du Camas – 13005 Marseille
-> surface globale : 8156m² (loi SHON)
-> contrat : bail à loyer
-> bailleur : la Congrégation de la Présentation de Marie
 - Lycée Professionnel Saint Michel, situé au 75 rue Saint Savournin – 13005 Marseille
-> surface globale : 1777m² (loi SHON)
-> contrat : bail à loyer
-> bailleur : la Congrégation de la Présentation de Marie
 - Ecole-Collège Sainte Marie Blancarde, situé au 159 boulevard de la Blancarde – 13004 Marseille
-> surface globale : 4062m² (loi SHON)
-> contrat : bail à loyer
-> bailleur : le Comité Catholique des Ecoles du Diocèse de Marseille
 - Ecole Saint Barnabé,
 - a. Elémentaire : Situé au 2 rue Léon Meisserel – 13012 Marseille
-> surface globale : 653m² (loi SHON)
-> contrat : bail civil
-> bailleur : l'Association « L'Hirondelle »





b. Maternelle : Situé au 2 rue Audric – 13012 Marseille

-> surface globale : 450m² (loi SHON) en

-> contrat : bail civil

-> bailleur : l'Association Diocésaine

- Lycée L'Olivier-Robert Coffy, situé au 14 rue Robert Coffy – 13012 Marseille

-> surface globale : 3656m² (loi SHON)

-> contrat : bail à Construction

-> bailleur : la Congrégation de la Présentation de Marie

2) Faits marquants de l'exercice :

Les élections professionnelles ont été mises en place afin d'élire les nouveaux membres du Comité Social et Economique en janvier 2024.

Deux procédures au tribunal des Prud'hommes ont été ouvertes. Les provisions pour litiges afférentes ont été constituées

Après les soucis rencontrés et la résiliation du contrat avec la société de restauration, un nouveau partenariat a été conclu avec la société de restauration « Sogeres » qui débutera sa prestation à la rentrée 2024.

Concernant le projet de reconstruction de Sainte Marie Blancarde, le projet d'achat est toujours à l'étude.

Un groupe d'étude composé de 3 administrateurs s'est constitué afin d'étudier toutes les solutions possibles et envisageables pour avancer positivement.

En parallèle le Conseil d'Administration a accordé un budget complémentaire pour réaliser des rénovations minimales afin d'offrir de meilleures conditions de travail aux élèves et aux adultes. Ces travaux de peinture, climatisation, toiture, ... ont été effectués pour un montant de 150K€.

L'OGECE LE RESEAU ECCOLY a poursuivi la mise en œuvre du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) et les travaux de mise en place de la vidéo surveillance.

Le service Informatique continue à faire évoluer le système informatique :

- Mise en œuvre de l'inventaire (GLPI)
- Ouverture de sessions personnalisées pour les élèves, sauf au lycée L'Olivier
- Amélioration de l'infra (Câblage, équipements, Sauvegardes)
- Réduction des coûts (fonctionnement, matériels, énergétiques...)
- Evolution des moyens de communication, notamment déploiement de la téléphonie sur IP pour la rentrée 2024
- Mise en place du RGPD (début).

La Commission de sécurité a inspecté les locaux de l'Ecole et du collège Sainte Marie Blancarde et a émis un avis favorable à leur exploitation.





La procédure de recouvrement des créances impayées a été modifiée en insérant le recours à l'intervention d'un huissier pour les familles qui quittaient l'établissement en fin d'année scolaire. A compter de l'exercice 23-24, seules les créances non présentées à l'huissier (decision du Chef d'Etablissement) ou dont un certificat d'irrecouvrabilité émanant de l'huissier a été établi, sont passées en perte.

3) Evènements postérieurs à la clôture :

La rentrée 2024 est marquée par plusieurs changements au niveau des Chefs d'Etablissement :

- Départ à la retraite de la Cheffe d'Etablissement de l'école et du collège Sainte Marie Blancarde : Madame Florence Legrand est remplacée par Madame Stéphanie Froger pour le collège et par Madame Emmanuelle Ranguis pour l'école.
- Départ à la retraite de l'Adjointe au Chef d'Etablissement du lycée Saint Michel : Madame Blanes est remplacée par Madame Isabelle Trétout
- Départ de la Cheffe d'Etablissement du lycée l'Olivier-Robert Coffy : Madame Cécile Lemaire est remplacée par Monsieur Kléber Corenflos
- Départ du Chef d'Etablissement du collège et du lycée Saint Charles Camas et du lycée Saint Michel : Monsieur Kléber Corenflos est remplacé par Madame Sophie Brivois.

Le litige ouvert en 2022-2023 par une famille de l'école Saint Charles Camas, qui remet en cause la non réinscription de ses enfants, sera jugée le 23 janvier 2025. La provision de 16 800€ est maintenue.

Concernant le projet de reconstruction de Sainte Marie Blancarde, le groupe d'étude composé de 3 administrateurs a pu conclure à la faisabilité du projet sur 2 terrains proposés à ECCOLY, et a conduit à écarter la reconstruction sur place. Une decision devrait être prise en 2024-2025 pour le choix du terrain.

Une nouvelle organisation a été décidée pour le service technique avec la création d'un poste de chargé de projets travaux pour l'ensemble des établissements.

Il a été décidé de donner des missions de communication complémentaires à la Gestionnaire RH et chargée de communication afin de renforcer et développer la visibilité des établissements : mise à jour des sites internet, multiplication des documents de communication, mise en place des réseaux sociaux ...

Une mission d'audit comptable permettant de valider les process et procédures de contrôle interne sera effectuée par un cabinet d'audit extérieur.

La restauration des élèves et adultes sur les différents sites est maintenant réalisée par la société SOGERES.

La téléphonie sur IP est opérationnelle, avec une connexion de secours systématique sur tous les sites en cas de coupure du réseau internet.





II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables n'est à constater.

4) Changements comptables :

Changements comptables :

Aucun changement comptable n'est à constater.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.





Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	10 à 40 ans	2,5 à 25 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	10 à 20 ans	5 à 10 %
Installations générales et techniques	3 à 15 ans	6,67 à 33,33 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	2 à 25 ans	4 à 50 %
Mobilier scolaire	2 à 10 ans	10 à 50 %
Mobilier cantine et hébergement	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel et équipements pédagogiques	1 à 48 ans	2,08 à 100 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	1 à 10 ans	10 à 100 %
Matériel et mobilier de bureau	4 à 20 ans	5 à 25 %
Autres immobilisations	4 ans	25 %
Logiciels	1 à 4 ans	25 à 100 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Les créances familles restant dues au 31/08 de l'année sont analysées par le Service Comptabilité.

Pour les familles encore inscrites l'année suivante, la dette est reportée. A noter la réinscription l'année suivant n'est pas possible pour une famille ayant des dettes.

Pour les autres familles, le service comptabilité passe la dette en contentieux.

Si la dette est inférieure à 100€, le service comptabilité soumet pour validation aux Chefs d'Etablissement soit une provision soit un passage en perte.

Si la dette est supérieure à 100€ le dossier est envoyé à l'huissier (après accord du Chef d'Etablissement) qui se chargera du recouvrement. Si celui-ci n'est pas possible il établira un certificat d'irrecouvrabilité et la dette sera passée en perte.

Le bureau, puis le Conseil d'Administration sont informés des pertes comptabilisées.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).





3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :

L'OGEC ECCOLY ne détient pas de valeurs mobilières de placement.

5) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII).

Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

7) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

Précisions sur les engagements de retraite :

Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite :

« Par exception, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées). »

Mémento comptable 2021 F. Lefebvre (§17975)





L'Association a provisionné le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

Les hypothèses retenues sont : âge de départ prévu 62 ans, taux de rotation retenu 1.00% pour les non cadres et 0.50% pour les cadres, la progression annuelle des salaires est estimée à 1.00% et le taux d'actualisation est de 0.50%.

La provision a été calculée avec l'ensemble des salariés inscrits dans le registre du personnel au 31/08/2024, diminuée de la prime de 200 000 € versée dans le cadre d'un dispositif IFC contracté auprès de la Société Générale.

Un complément de provision a été constaté à hauteur de 4 892€ – réparti sur les 5 sites de l'OGEC LE RESEAU ECCOLY.

Pour information, la prime versée dans le cadre du dispositif IFC est évaluée au 31/08/2024 à 233 661,91 €.

Les plus-values ne donnent pas lieu à une écriture comptable dans le compte de résultat de l'OGEC.

Précisions sur les provisions pour gros entretien :

Mémento comptable 2021 F. Lefebvre (§27900) :

Selon le PCG (art. 214-10), les dépenses de gros entretien (dépenses dites « de 2e catégorie ») peuvent être constatées, au choix de l'entreprise :

- Soit sous forme de provisions pour gros entretien,
- Soit sous forme de composants (même si elles n'ont pas été identifiées dès l'origine, mais ultérieurement lors de la dépense).

Il n'existe pas de provision pour gros entretien.

8) Fonds dédiés :

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet, comportant les montants suivants :

- Les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- Les reports en fonds dédiés ;
- Les fonds dédiés utilisés, y compris les remboursements aux tiers financeurs ;
- Les transferts entre fonds dédiés ;
- Les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).





9) Passifs éventuels :

Il n'existe pas de passifs éventuels significatifs pour l'année 2023-2024.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Dans le cadre d'un partenariat établi pour atteindre au mieux leur objectif commun, **L'OGEC le Réseau ECCOLY**, dont le Président d'APEL est membre de droit, accepte de percevoir auprès des familles leurs cotisations d'adhésion à l'APEL pour le compte de celle-ci.

Par un courrier joint au dossier d'inscription, l'APEL de l'établissement informe les familles des activités et des services de l'association, du montant de la cotisation, qui reste volontaire, leur propose d'adhérer et précise que le montant de la cotisation figurera sur la première facture émise par **L'OGEC le Réseau ECCOLY**.

Dans ce même courrier, elle informe également les parents que leurs coordonnées seront transmises à l'APEL nationale et à la société d'édition de Famille et éducation et feront l'objet d'un traitement informatique dans le cadre de la gestion de leur adhésion et de leur abonnement à la revue Famille et éducation.

Au plus tard le 30 avril de chaque année, l'APEL informe **L'OGEC le Réseau ECCOLY** du montant de la cotisation à appeler auprès de chaque famille pour l'année scolaire suivante.

Le reversement des cotisations recouvrées par **L'OGEC le Réseau ECCOLY** pour le compte de l'APEL se fera au plus tard le 31 décembre de l'année considérée.

L'association étant mandataire de l'ApeL, les cotisations collectées puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

3) Ventilation du chiffre d'affaires :

Ventilation du chiffre d'affaires: 5 005 715 €

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :





Ventes de produits et marchandises = 46 541 €
Prestations de services (participations des familles) = 4 970 875 €
Produits des activités annexes = 10 215 €
Rabais, remises & ristournes accordées = - 21 916 €

4) Effectif employé pendant l'exercice :

EFFECTIF EN ETP POUR L'ANNEE 2023-2024

	st Charles Camas	St Michel	Ste Marie Blancarde	St Barnabé	L'Olivier	TOTAL
Non Cadres	21,67	4,64	14,01	4,88	5,46	50,66
Agents de Maîtrise	2,40	0,05	0,85	0,25	0,45	4,00
Cadres	8,63	2,14	5,13	1,35	4,44	19,19
Hors Contrat	0,12	-	0,04	-	0,11	1,62
TOTAL	32,82	6,83	20,03	6,48	10,46	75,47

5) Rémunération des dirigeants :

Au titre de l'exercice, l'OGEC a versé à ses trois plus hauts cadres dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 267 535 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : 973 €
- Total des rémunérations (a+b) : 268 508 €

6) Honoraires des commissaires aux comptes :

Les honoraires afférant à la certification des comptes versés aux Commissaires aux comptes pour l'année 2023-2024 s'élèvent à 8 400 €.

7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

PCA - CCA - CAP - PAR

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL
Produits à recevoir sur autres créances (46870000)	550
Avances fiscales et sociales (42870000-43870000-44870000)	1 139
Intérêts courus (51870002)	124 991
Autres créances (4181000)	0
TOTAL	126 680





CHARGES CONSTATES D'AVANCE	TOTAL
Charges constatés d'avance (48600000)	235 569
TOTAL	235 569

CHARGES A PAYER	TOTAL
Emprunts & dettes auprès des étab. De crédit (16884002)	5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (40810000)	35 773
Dettes fiscales et sociales (4286000-4386000-4486000)	38 055
Autres dettes (41980000)	0
TOTAL	73 833

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	TOTAL
Produits constatés d'avance	6 634
TOTAL	6 634

8) Charges et produits exceptionnels :

PRODUITS EXCEPTIONNELS	TOTAL
Quote part des subvention (77713120-77713130-77713176-77713178-77713181)	90 587
Reprises provisions pour charges et risques exceptionnels (78750000)	75 585
TOTAL	166 172

CHARGES EXCEPTIONNELLES	TOTAL
Pénalités et amendes (67120000)	0
Dotations provisions pour litige (68752000)	106 863
TOTAL	106 863

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Informations sur les transactions avec les contreparties :

Informations sur les transactions que l'OGEC a effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales, dénommées contreparties :

- Désignation de la contrepartie ;
- Nature de la relation avec la contrepartie ;
- Montant des transactions réalisées avec la contrepartie ;
- Toute autre information sur les transactions nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'OGEC.





Ces dispositions ne s'appliquent pas aux transactions courantes conclues à des conditions normales.

Précisions données par le règlement ANC n°2018-06 (art. 431-12 note IR3) :

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité.

Ces transactions ne sont pas limitées à certaines contreparties (parties liées ou conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce).

NB : Les conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce sont appelées « conventions réglementées ».

L'Association n'est pas concernée par cette rubrique.

2) Engagements financiers donnés et reçus :

- Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus ;
- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées (voir note sur le bilan III. 7) ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes (TABLEAU IV).

3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

- Valeur des biens pris en crédit-bail au moment de la signature du contrat ;
- Montant des redevances afférentes à l'exercice ainsi que le montant cumulé des redevances des exercices précédents ;
- Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été effectués au titre des exercices précédents ;
- Evaluation des redevances restant à payer ainsi que du prix d'achat résiduel de ces biens stipulé aux contrats.

Les informations prévues aux alinéas précédents sont ventilées selon les postes du bilan dont auraient relevé les biens concernés ; les informations prévues au dernier alinéa sont ventilées selon les échéances à un an au plus, à plus d'un an et cinq ans au plus et à plus de cinq ans. Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

L'Association n'est pas concernée par cette rubrique.

4) Contributions volontaires en nature :

L'équivalent loyer :

En application de la nouvelle nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31/08/2024 pour un montant de 1 586 748 € dans les comptes spéciaux (8611) par la





contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf estimée au coût moyen de construction de 2 000 € / m². Le taux de 4% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût des emprunts.

Les montants comptabilisés sont :

- Pour Saint Charles Camas : 615 986 €
- Pour Saint Michel : 117 775 €
- Pour Sainte Marie Blanche : 362 326 €
- Pour Saint Barnabé : 113 721 €
- Pour l'Olivier Robert Coffy : 376 940 €

La participation de la congrégation de la Présentation de Marie pour l'année 2023-2024 s'élève à :

- 83824.52 € pour Saint Charles Camas



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avant règlement ANC 2018-06	Impact du règlement ANC 2018-06	Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-							-	
	Frais de recherche et de développement	-							-	
	Donations temporaires d'usufruit								-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	19 082		19 082					19 082	
	Autres Immobilisations incorporelles	-							-	
	Immobilisations incorporelles en cours	-							-	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-							-	
	TOTAL I	19 082	-	19 082	-	-	-	-	19 082	-
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	-							-	
	Constructions								-	
CORPORELLES	Sur sol propre								-	
	Sur sol d'autrui	12 520 109		12 520 109	115 785		5 339		12 630 565	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 434 052		2 434 052	262 061		55 856		2 640 256	
	Installations générales, agencements, aménagements	-							-	
	Matériel de transport	24 627		24 627	3 260		1 769		26 118	
	Matériel de bureau et informatique	197 831		197 831	11 554		647		208 738	
	Mobilier	87 864		87 864	3 275		1 932		89 206	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	7 337		7 337	-				7 337	
	Immobilisations corporelles en cours	21 231		21 231	18 809		21 231		18 809	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-							-	
FINANCIERES	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés								-	
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)								-	
	TOTAL II	15 293 049	-	15 293 049	414 753	-	86 773	-	15 621 029	-
	Participations et créances rattachées	-							-	
	Autres titres immobilisés	1 556 520		1 556 520	500 000				2 056 520	
	Prêts et autres immobilisations financières	127 645		127 645	9 902		5 922		131 645	
	TOTAL III	1 684 185	-	1 684 185	509 902	-	5 922	-	2 188 165	-
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	16 996 316	-	16 996 316	924 655	-	92 695	-	17 828 276	-

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

17 495 683

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	17 412	901			18 313	
	Autres immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	17 412	901			18 313	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains						
	Constructions						
	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	10 312 661	316 086	3 985		10 624 763	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 902 233	205 454	55 856		2 051 830	
	Installations générales, agencements, aménagements						
	Matériel de transport	23 201	814	1 769		22 246	
	Autres immobilisations corporelles						
	Matériel de bureau et informatique	155 812	20 233	647		175 398	
	Mobilier	77 567	2 363	1 932		77 998	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	7 093	149			7 242	
	TOTAL II	12 478 567	545 039	64 189		12 959 477	
	TOTAL GENERAL (I + II)	12 495 979	546 000	64 189		12 977 790	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				-
	• Incorporelles				-
	• Corporelles				-
	• Financières				-
	Stocks et en-cours				-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	41 514	45 068	41 514	45 068
DOTATIONS ET REPRISES	Autres créances				-
	Valeurs mobilières de placement				-
	TOTAL	41 514	45 068	41 514	45 068
	d'exploitation financières exceptionnelles		45 068	41 514	

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	131 405		131 405
Autres créances	500 240		240
Sous-total créances de l'actif immobilisé	631 645	-	131 645
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	77 825	77 825	
Créances reçues par legs et donations		-	
Créances sociales et fiscales	16 740	16 740	
Autres créances	276 593	276 593	
Sous-total créances de l'actif circulant	371 158	371 158	-
TOTAL CREANCES	1 002 803	371 158	131 645

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	133 002	56 897	76 105		
Emprunts et dettes financières divers	12 105	12 105			
Sous-total dettes financières	145 107	69 002	76 105	-	-
Dettes fournisseurs	434 838	434 838			
Dettes des legs et donations		-			
Dettes fiscales et sociales	335 353	335 353			
Dettes sur immobilisations	-	-			
Autres dettes	345 973	345 973			
Sous-total autres dettes	1 116 164	1 116 164	-	-	-
TOTAL DETTES	1 261 271	1 185 166	76 105	-	-

1261271

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	336 569				336 569
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	794 065				794 065
Report à nouveau	8 666 125		1 097 087		9 763 212
Excédent ou déficit de l'exercice	1 097 087		894 274	1 097 087	894 274
Situation nette (sous-total)	10 893 846	-	1 991 361	1 097 087	11 788 120
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	464 903		88 018	90 587	462 334
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	11 358 749	-	2 079 379	1 187 674	12 250 454

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	-	106 863			106 863
	Pensions et obligations similaires	5 800	4 892	5 800		4 892
	Gros entretien	-				-
	Autres provisions pour charges	92 385		75 585		16 800
	TOTAL	98 185	111 755	81 385	-	128 555
DOTATIONS ET REPRIS	d'exploitation		4 892	5 800		
	financières exceptionnelles		106 863	75 585		

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
Contributions financières d'autres organismes				néant				
Projet ou catégorie de projet 3								
Projet ou catégorie de projet 4								
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
TOTAL								

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
TOTAL						

néant

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements	
		de l'exercice	cumulées
TOTAL			

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	6 000	-
Aides au développement des compétences	12 425	10 453
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	7 902	781
Financement des formations par apprentissage		
Forfaits d'externat	2 908 572	2 861 713
<i>dont forfait Etat</i>	832 856	826 657
<i>dont forfait Région</i>	597 368	582 367
<i>dont forfait Département</i>	646 474	600 192
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	831 874	852 497
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	2 934 899	2 872 946
Subventions État	9 019	9 492
Subventions Région	50 534	49 316
Subventions Département	4 210	15 000
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation	8 581	13 485
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
<i>dont autres subventions (ApeI)</i>	8 581	13 485
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	72 344	87 292
Total concours publics et subventions d'exploitation	3 007 243	2 960 238

EFFECTIF EN ETP POUR L'ANNEE 2023-2024

	st Charles Camas	St Michel	Ste Marie Blancarde	St Barnabé	L'Olivier	TOTAL
Non Cadres	21,67	4,64	14,01	4,88	5,46	50,66
Agents de Maîtrise	2,40	0,05	0,85	0,25	0,45	4,00
Cadres	8,63	2,14	5,13	1,35	4,44	19,19
Hors Contrat	0,12	-	0,04	-	0,11	1,62
TOTAL	32,82	6,83	20,03	6,48	10,46	75,47

PCA - CCA - CAP - PAR

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL
Produits à recevoir sur autres créances (46870000)	550
Avances fiscales et sociales (42870000-43870000-44870000)	1 139
Intérêts courus (51870002)	124 991
Autres créances (4181000)	0
TOTAL	126 680

CHARGES CONSTATES D'AVANCE	TOTAL
Charges constatés d'avance (48600000)	235 569
TOTAL	235 569

CHARGES A PAYER	TOTAL
Emprunts & dettes auprès des étab. De crédit (16884002)	5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (40810000)	35 773
Dettes fiscales et sociales (4286000-4386000-4486000)	38 055
Autres dettes (41980000)	0
TOTAL	73 833

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	TOTAL
Produits constatés d'avance	6 634
TOTAL	6 634

PRODUITS EXCEPTIONNELS	TOTAL
Quote part des subvention (77713120-77713130-77713176-77713178-77713181)	90 587
Reprises provisions pour charges et risques exceptionnels (78750000)	75 585
TOTAL	166 172

CHARGES EXCEPTIONNELLES	TOTAL
Pénalités et amendes (67120000)	0
Dotations provisions pour litige (68752000)	106 863
TOTAL	106 863